

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.818/2
DU 1^{er} JUILLET 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 8 juin 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Bahreïn tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au protocole, signés à Manama le 4 novembre 2007", a donné l'avis suivant :

Examen de l'avant-projet

1. La Convention et le Protocole soumis à assentiment précisent :

"Fait à Manama le 4 novembre 2007, en double exemplaire [...] ".

Dans l'intitulé et à l'article 2, il y a lieu d'écrire "faits à Manama", et non "signés à Manama", conformément à la terminologie utilisée dans la Convention et dans le Protocole.

2. À la fin de la Convention, après l'article 31, et du Protocole, après le point 4, il est précisé que les textes en langues arabe, néerlandaise, française, et anglaise font également foi, mais que le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence entre les textes.

Il est dès lors recommandé de soumettre également le texte anglais aux membres du Parlement.

3. Le traité est en défaut d'identifier la personne qui a signé pour le Royaume de Belgique.

4. L'article 3 de l'avant-projet appelle les observations suivantes :

4.1. Selon l'article 28 de la Convention,

"(...) les dispositions des articles 10 (limitation de l'impôt à la source sur les dividendes), 11 (limitation de l'impôt à la source sur les revenus de créance) et 12 (exclusion de l'imposition à la source des redevances) ne sont pas applicables si le principal objectif ou l'un des principaux objectifs de toute personne impliquée dans la création ou la cession d'un droit ou d'une créance au titre duquel des dividendes, des revenus de créances ou des redevances sont payés est de tirer avantage de ces articles au moyen de cette création ou de cette cession".

Le Protocole additionnel est muet sur l'interprétation de cette disposition de la Convention.

L'article 3 de l'avant-projet de loi d'assentiment dispose que pour l'application par la Belgique de cet article 28,

"il y a lieu de considérer que le principal objectif ou l'un des principaux objectifs de toute personne impliquée dans la création ou la cession d'un droit ou d'une créance au titre duquel des revenus de créances ou des redevances de source belge sont payés à une société qui est un résident de Bahreïn est de tirer avantage des articles 11 ou 12 de la convention au moyen de cette création ou de cette cession"

lorsque les trois conditions indiquées par cet article de la loi d'assentiment sont simultanément remplies.

4.2. Cet article appelle, *mutatis mutandis*, la même objection que celle faite par la section de législation dans son avis 45.475/2, donné le 10 décembre 2008 sur l'article 3 du projet devenu la loi du 7 mai 2009 portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République Tunisienne tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune.

L'article 23, § 2, de cette Convention dispose, en substance, que, lorsqu'un résident belge tire des bénéfices d'un établissement stable situé en Tunisie qui sont temporairement exonérés d'impôt en Tunisie en vertu de mesures spéciales d'incitation aux investissements, l'impôt belge proportionnellement afférent à ces bénéfices est réduit, selon le cas, au quart de l'impôt des sociétés ou à la moitié de l'impôt des personnes physiques (article 23, § 2, a), alinéa 2).

En outre, lorsqu'un résident de la Belgique retire des dividendes d'une société résidente de la Tunisie à partir de bénéfices temporairement exemptés en Tunisie de l'impôt des sociétés, la Belgique accorde une déduction au taux de 20 % sur l'impôt belge dû à raison de ces dividendes.

Le Protocole additionnel ajoute que ces deux règles "ne sont pas applicables à un résident de la Belgique dont les activités ou investissements en Tunisie ont pour but essentiel de bénéficier abusivement [de ces règles], c'est-à-dire lorsqu'il est prouvé que les activités ou investissements ne répondent pas à des besoins légitimes de caractère financier ou économique". Selon le protocole, tel serait notamment le cas dans une hypothèse qu'il indique.

L'article 3 du projet de loi d'assentiment de la Convention belgo-tunisienne et du Protocole additionnel disposait que, pour l'application de cette disposition du protocole additionnel, "il y a lieu de considérer que – en plus du cas mentionné à titre d'exemple dans [cette] disposition – les activités ou investissements qui sont effectués en Tunisie par un résident de la Belgique [...] ne répondent pas à des besoins légitimes de caractère financier ou économique, notamment" dans d'autres cas définis par cet article.

Dans son avis précité sur l'avant-projet de loi, le Conseil d'Etat a estimé qu'il y avait lieu d'omettre cette disposition pour le motif qu'il n'appartient pas au législateur d'interpréter unilatéralement par voie d'autorité une disposition d'une convention préventive des doubles impositions.

Comme l'a déclaré la Cour de cassation dans un arrêt de principe du 16 janvier 1968,

"[...] une convention internationale n'est pas susceptible d'interprétation unilatérale par voie d'autorité; pareille convention étant, par nature, issue de la volonté des hautes parties contractantes, l'une de ces parties ne saurait unilatéralement lier l'autre partie en l'interprétant par voie législative" ¹.

Dès lors, l'interprétation des traités, et notamment des conventions préventives des doubles impositions, relève, en Belgique, du seul pouvoir judiciaire ².

C'est pour ce motif que le Conseil d'Etat avait proposé d'omettre l'article 3 de l'avant-projet de loi d'assentiment de la Convention belgo-tunisienne précité, tout en laissant ouverte la possibilité de compléter l'exposé des motifs : le gouvernement aurait pu y indiquer de quelle manière doivent être interprétées les dispositions conventionnelles sur les points qui faisaient l'objet de l'article 3 de la loi alors à l'examen. L'exposé des motifs ainsi complété aurait pu être invoqué devant les tribunaux comme un élément

(1) *Pass.*, 1968, I, p. 625; voir aussi, dans le même sens, *Cass.*, 12 mars 1968, *Pas.*, 1968, I, p. 874.

(2) Voir notamment B. Peeters et A. Lecoq, "L'évolution des principes généraux du droit fiscal international belge", in X, "L'évolution des principes généraux du droit fiscal", coll. Bibliothèque fiscale de la Solvay Business School, Larcier, 2009, pp. 175 à 203, spéc. n° 37, p. 93.

d'interprétation de la Convention proposé par la Belgique mais, à la différence d'une disposition législative, il n'aurait pas lié le juge ³.

Le Gouvernement n'a pas suivi cet avis, essentiellement pour les motifs suivants :

"[...] l'article 3 de la Convention prévoit que, pour l'application de la Convention par un Etat contractant, tout terme ou toute expression qui n'y est pas défini devra, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, avoir le sens qui lui est attribué par la législation de cet Etat régissant les impôts auxquels s'applique la Convention.

En l'occurrence, l'article 3 de la loi d'assentiment détermine un certain nombre de circonstances dans lesquelles les activités ou investissements ne répondent pas aux «besoins légitimes de caractère financier ou économique» auxquels se réfère la clause conventionnelle. Ces termes n'étant pas définis dans la Convention, l'article 3 de la loi d'assentiment définit les circonstances dans lesquelles la législation interne belge considère qu'il n'existe, en tout cas, pas de besoins légitimes de caractère financier ou économique. Cette interprétation ne vaut que si le contexte n'exige pas une interprétation différente. Le contexte est constitué, notamment, par l'intention des parties contractantes lors de la signature de la Convention, le sens que la législation de Tunisie attribue aux termes en question ainsi que par les Commentaires de l'OCDE relatifs à l'usage incorrect des conventions fiscales (Commentaires sur l'Article 1^{er} du Modèle OCDE de Convention fiscale). Cela étant, la loi d'assentiment se borne à clarifier le sens que la législation belge attribue à une expression conventionnelle que la Convention ne définit pas, ce en conformité avec la Convention" ⁴.

4.3. La Convention entre la Belgique et le Bahreïn contient, en son article 3, une disposition analogue à celle de l'article 3 de la Convention belgo-tunisienne invoqué dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi d'assentiment de cette Convention.

⁽³⁾ Le Conseil d'État a fait une observation analogue dans son avis 45.741/2, donné le 5 janvier 2009 sur l'avant-projet devenu la loi du 7 mai 2009 portant assentiment et exécution de l'Avenant à la Convention du 10 mars 1964 entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôt sur les revenus. Cette observation n'a pas été suivie par le Gouvernement pour des raisons analogues à celles pour lesquelles il n'a pas suivi l'observation faite par le Conseil d'État dans son avis sur le projet de loi d'assentiment à la Convention belgo-tunisienne. Ces motifs sont exposés ci-après, dans la suite du texte du présent avis.

⁽⁴⁾ *Doc. parl.*, Sénat, 2008-2009, n/ 4-1163/1.

Toutefois, à la différence du Protocole additionnel à la Convention belgo-tunisienne, l'article 28 de la Convention entre la Belgique et le Bahreïn ne fait pas allusion à la notion de "besoins légitimes de caractère financier ou économique", qui est une notion de droit fiscal belge (voir article 344, § 1^{er} et § 2, du CIR 92) : il s'agit de la question de pur fait de savoir si le principal objectif ou l'un des principaux objectifs de l'opération visée est de tirer avantage des articles 11 et 12 de la Convention, de sorte qu'il est permis de se demander si la justification invoquée dans l'exposé des motifs du projet de loi d'approbation de la Convention belgo-tunisienne serait pertinente dans le cas présent.

Lorsque le Gouvernement belge estime qu'une disposition d'une convention préventive des doubles impositions appelle une interprétation de sa part, il y aurait lieu à l'avenir d'introduire cette interprétation dans le protocole additionnel à la Convention, comme cela a été fait, de manière incomplète, dans le Protocole additionnel à la Convention belgo-tunisienne.

4.4. Si l'auteur du projet maintient l'article 3 de l'avant-projet de loi, il veillera à mieux faire apparaître que l'article 28 de la Convention peut s'appliquer à d'autres situations et qu'il ne s'agit que d'une présomption réfragable, afin de permettre aux transactions conclues de bonne foi de bénéficier des effets de la Convention ⁵.

Il veillera également à en améliorer la lisibilité en remplaçant les tirets par une énumération et en recourant, le cas échéant, à une division en paragraphes.

Il devra aussi faire apparaître dans l'intitulé que la loi ne se limite pas à porter assentiment à la Convention.

(5) Telle semble en effet être l'intention de l'auteur du projet, qui affirme dans l'exposé des motifs (p. 9) d'une part, que "le champ d'application de l'article 28 de la Convention, dont les termes sont très généraux, ne se limite pas à ce type particulier de montage. En présence d'une opération d'un autre type, l'administration fiscale conserve la faculté d'apprécier librement le bien-fondé du recours à l'article 28" et, d'autre part, qu'"Il est clair, par contre, que toutes les transactions effectuées de bonne foi doivent pouvoir bénéficier des dispositions de la Convention".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	expert,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.818/2
VAN 1 JULI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 juni 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Bahrein tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en met het Protocol, ondertekend te Manama op 4 november 2007", heeft het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het voorontwerp

1. In de Overeenkomst en in het Protocol waarvan om de instemming ermee wordt verzocht, staat te lezen :

"Gedaan in tweevoud te Manama, op 4 november 2007, [...]".

In het opschrift en in artikel 2 schrijve men, overeenkomstig de terminologie die in de Overeenkomst en in het Protocol wordt gebruikt, "gedaan te Manama" in plaats van "ondertekend te Manama".

2. Aan het eind van de Overeenkomst, na artikel 31, en aan het eind van het Protocol, na punt 4, wordt gepreciseerd dat de teksten opgemaakt in de Arabische, Nederlandse, Franse en Engelse taal alle gelijkelijk authentiek zijn, maar dat in geval van verschil tussen de teksten de Engelse tekst beslissend is.

Derhalve wordt aanbevolen ook de Engelse tekst voor te leggen aan het parlement.

3. De Overeenkomst preciseert niet wie de tekst ondertekend heeft voor het Koninkrijk België.

4. Artikel 3 van het voorontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

4.1. Artikel 28 van de Overeenkomst bepaalt :

"De bepalingen van de artikelen 10 (beperking van de bronbelasting op dividenden), 11 (beperking van de bronbelasting op inkomsten uit schuldvorderingen) en 12 (uitsluiting van bronbelasting op royalty's) zijn niet van toepassing indien het belangrijkste doel of één van de belangrijkste doelstellingen van een persoon die betrokken is bij het creëren of het overdragen van een recht of een schuldvordering uit hoofde waarvan dividenden, inkomsten uit schuldvorderingen of royalty's verschuldigd zijn, erin bestond voordeel te halen uit die artikelen door middel van het creëren of overdragen van dat recht of die schuldvordering."

.../...

Het Aanvullend Protocol zegt niets over de interpretatie van deze bepaling van de Overeenkomst.

Artikel 3 van het voorontwerp van instemmingswet bepaalt :

"Voor de toepassing van artikel 28 van de Overeenkomst door België, mag ervan uitgegaan worden dat het belangrijkste doel of één van de belangrijkste doelstellingen van een persoon die betrokken is bij het creëren of het overdragen van een recht of een schuldvordering uit hoofde waarvan inkomsten uit schuldvorderingen of royalty's uit Belgische bronnen worden betaald aan een vennootschap die inwoner is van Bahrein, erin bestaat voordeel te halen uit artikel 11 of 12 van de Overeenkomst door middel van het creëren of overdragen van dat recht of die schuldvordering, wanneer de drie voorwaarden [gesteld in dit artikel van de instemmingswet] gelijktijdig vervuld zijn."

4.2. Dit artikel levert *mutatis mutandis* hetzelfde bezwaar op als datgene dat de afdeling Wetgeving heeft opgeworpen in haar advies 45.475/2, op 10 december 2008 verstrekt omtrent artikel 3 van het ontwerp dat geworden is de wet van 7 mei 2009 houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Tunesië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belastingen inzake belasting naar het inkomen en naar het vermogen.

Artikel 23, lid 2, van de laatstgenoemde Overeenkomst bepaalt in wezen dat, wanneer een Belgische inwoner winst verkrijgt uit een in Tunesië gelegen vaste inrichting die krachtens speciale maatregelen ter bevordering van investeringen tijdelijk van belasting is vrijgesteld, de Belgische belasting die evenredig betrekking heeft op die winst verminderd wordt, naar het geval, tot een vierde van de vennootschapsbelasting of tot de helft van de personenbelasting (artikel 23, lid 2, a), tweede alinea).

Bovendien verleent België, wanneer een inwoner van België dividenden verkrijgt uit een vennootschap die inwoner is van Tunesië, welke voortkomen uit winst die in Tunesië tijdelijk van vennootschapsbelasting is vrijgesteld, een vermindering van 20 % van de Belgische belastingen verschuldigd ter zake van die dividenden.

Het Aanvullend Protocol voegt daaraan toe dat deze twee regels "niet van toepassing [zijn] op een inwoner van België waarvan de werkzaamheden of investeringen in Tunesië als essentieel doel hebben ten onrechte de voordelen van [deze regels] te genieten, dit wil zeggen indien is aangetoond dat de werkzaamheden of investeringen niet beantwoorden aan rechtmatige financiële of economische behoeften". Volgens dit Protocol is dit met name het geval in een aldaar nader omschreven situatie.

Artikel 3 van het ontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen België en Tunesië en met het Aanvullend Protocol bepaalde dat, voor de toepassing van deze bepaling van het Aanvullend Protocol, "naast het geval dat als voorbeeld is vermeld in de tweede zin van die bepaling - ervan uitgegaan [moet] worden dat de werkzaamheden of investeringen die een inwoner van België in Tunesië verricht, met name ook in [andere gevallen bepaald in dit artikel] niet beantwoorden aan rechtmatige financiële of economische behoeften".

De Raad van State heeft in zijn voornoemd advies omtrent het voorontwerp van wet geoordeeld dat die bepaling moest vervallen op de grond dat de wetgever niet gerechtigd is eenzijdig, op eigen gezag, een bepaling van een overeenkomst tot het voorkomen van dubbele belasting te interpreteren.

Zoals het Hof van Cassatie verklaard heeft in een principearrest van 16 januari 1968,

"[...] [is] een internationale overeenkomst niet voor eenzijdige uitlegging van overheidswege vatbaar [...]; [...] aangezien een dergelijke overeenkomst uiteraard uit de gemeenschappelijke wil van de Hoge Contracterende Partijen ontstaan is, [zou] een van deze partijen [...] de andere partij niet eenzijdig [...] kunnen verbinden door ze bij wege van wet uit te leggen" ¹.

⁽¹⁾ Arr. Cass., 1968, blz. 670; zie ook, in dezelfde zin, Cass. 12 maart 1968, Arr. Cass., 1968, blz. 926.

De interpretatie van verdragen, en inzonderheid van overeenkomsten tot het voorkomen van dubbele belasting, behoort in België tot de exclusieve bevoegdheid van de rechterlijke macht ².

Daarom had de Raad van State voorgesteld dat het voornoemde artikel 3 van het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen België en Tunesië zou vervallen, maar had hij tevens de mogelijkheid opengelaten om de memorie van toelichting aan te vullen : de regering had erin kunnen aangeven hoe de bepalingen van de Overeenkomst moeten worden geïnterpreteerd wat de aspecten betreft die in artikel 3 van de toen onderzochte wet werden behandeld. De aldus aangevulde memorie van toelichting had vóór de rechtbanken kunnen worden aangevoerd als een door België voorgestelde interpretatie van de Overeenkomst, maar dat gegeven zou, in tegenstelling tot een wetsbepaling, niet bindend zijn geweest voor de rechter ³.

Hoofdzakelijk om de volgende redenen is de regering niet ingegaan op dit advies :

"Artikel 3 van de Overeenkomst bepaalt evenwel dat elke niet in de Overeenkomst omschreven uitdrukking voor de toepassing van die Overeenkomst door een overeenkomstsluitende Staat de betekenis heeft die er op dat ogenblik aan wordt toegekend door de wetgeving van die Staat met betrekking tot de belastingen waarop de Overeenkomst van toepassing is, tenzij het zinsverband een andere interpretatie vereist.

(2) Zie inzonderheid B. Peeters en A. Lecoq, "L'évolution des principes généraux du droit fiscal international belge", in X, L'évolution des principes généraux du droit fiscal", verzameling Bibliothèque fiscale de la Solvay Business School, Larcier, 2009, blz. 175 tot 203, inz. nr. 37, blz. 193.

(3) De Raad van State heeft een soortgelijke opmerking gemaakt in zijn advies 45.741/2, op 5 januari 2009 verstrekt omtrent het voorontwerp dat is geworden de wet van 7 mei 2009 houdende instemming met en uitvoering van het Avenant bij de Overeenkomst van 10 maart 1964 tussen België en Frankrijk tot voorkoming van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen. De regering heeft aan deze opmerking geen gevolg gegeven om soortgelijke redenen als die waarom ze geen rekening heeft gehouden met de opmerking die de Raad van State gemaakt had in zijn advies omtrent het ontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen België en Tunesië. Deze redenen worden verderop in de tekst van dit advies uiteengezet.

In dit geval omschrijft artikel 3 van de goedkeuringswet een aantal omstandigheden onder dewelke de werkzaamheden of de investeringen niet beantwoorden aan de «rechtmatige eisen van financiële of economische aard» waarnaar de verdragsbepaling verwijst. Vermits die uitdrukkingen niet gedefinieerd zijn in de Overeenkomst, omschrijft artikel 3 van de goedkeuringswet de omstandigheden onder dewelke er volgens de Belgische interne wetgeving in elk geval geen sprake is van rechtmatige eisen van financiële of economische aard. Die interpretatie is slechts geldig wanneer het zinsverband geen andere interpretatie vereist. Het zinsverband bestaat meer bepaald uit de intentie van de overeenkomstsluitende partijen bij het ondertekenen van de Overeenkomst, uit de betekenis die de Tunesische wetgeving geeft aan de uitdrukkingen in kwestie alsmede uit de OESO-commentaar met betrekking tot het onrechtmatig gebruik van de verdragsbepalingen (commentaar bij artikel 1 van het OESO-Model van fiscale Overeenkomst). Dit gezegd zijnde, de goedkeuringswet beperkt zich ertoe de betekenis te verduidelijken die de Belgische wetgeving geeft aan een uitdrukking uit de Overeenkomst die niet in de Overeenkomst omschreven wordt, en dit conform de Overeenkomst" ⁴.

4.3. Artikel 3 van de Overeenkomst tussen België en Bahrein bevat een bepaling die analoog is met die van artikel 3 van de Overeenkomst tussen België en Tunesië, genoemd in de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet houdende instemming met die Overeenkomst.

Artikel 28 van de Overeenkomst tussen België en Bahrein hanteert evenwel, in tegenstelling tot het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen België en Tunesië, niet het begrip "rechtmatige eisen van financiële of economische aard", die voorkomt in het Belgisch belastingrecht (zie artikel 344, §§ 1 en 2, van het WIB 92) : het gaat om de louter feitelijke vraag of het hoofddoel of één van de hoofddoelen van de verrichting erin bestaat voordeel te halen uit de artikelen 11 en 12 van de Overeenkomst, zodat de vraag rijst of de verantwoording aangevoerd in de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen België en Tunesië in het onderhavige geval relevant is.

Indien de Belgische regering het nodig acht een bepaling van een overeenkomst tot het voorkomen van dubbele belasting te interpreteren, is het zaak om in de toekomst die interpretatie op te nemen in het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst, zoals dat - weliswaar op onvolledige wijze - is gedaan in het Aanvullend Protocol bij de Overeenkomst tussen België en Tunesië.

⁽⁴⁾ *Parl. St.*, Senaat, 2008-2009, nr. 4-1163/1.

4.4. Indien de steller van het ontwerp artikel 3 van het voorontwerp van wet handhaaft, dient hij duidelijker aan te geven dat artikel 28 van de Overeenkomst toepassing kan vinden in andere situaties en dat het slechts een weerlegbaar vermoeden betreft, zodat de Overeenkomst uitwerking kan hebben op de te goeder trouw gedane verrichtingen ⁵.

Hij moet eveneens de leesbaarheid van het ontwerp verbeteren, waarbij de streepjes worden vervangen door een opsomming en het artikel in voorkomend geval in paragrafen wordt ingedeeld.

Hij moet eveneens in het opschrift aangeven dat de wet zich niet ertoe beperkt instemming te verlenen aan de Overeenkomst.

⁽⁵⁾ Dit lijkt immers de bedoeling te zijn geweest van de steller van het ontwerp, die in de memorie van toelichting (blz. 9) enerzijds betoogt dat "de werkingssfeer van artikel 28 van de Overeenkomst, dat in heel algemene termen is opgesteld, [...] niet beperkt [is] tot die bijzondere soort van constructies. Wanneer het gaat om een verrichting van een andere soort, behoudt de belastingadministratie de mogelijkheid om in alle vrijheid in te schatten of het al dan niet gerechtvaardigd is om artikel 28 in te roepen", en anderzijds dat "het [...] daarentegen duidelijk [is] dat alle verrichtingen die te goeder trouw zijn gedaan, het voordeel moeten kunnen genieten van de bepalingen van de Overeenkomst."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	P. KIRKPATRICK,	deskundige,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS